



Communiqué de soutien aux forces progressistes du peuple grec

Depuis fin 2008 et la focalisation soudaine des médias sur la « crise de l'euro » et la « dette grecque », les politiques libérales et la mise sous tutelle de la « Troïka » ont fait subir à la population grecque plus de dix plans d'austérité en six ans, laissant le pays exsangue. Ces « thérapies de choc » ont non seulement échoué mais aggravé la situation, faisant passer la dette de 120 milliards d'euros en 2008 à 350 milliards en 2014. Sur le plan politique enfin, le déchaînement médiatique en Europe, souvent méprisant et aux accents parfois racistes, a participé à provoquer, outre la situation sociale et économique, l'émergence, en réaction, d'un parti véritablement néo-nazi qui reste une menace permanente pour la démocratie.

Nous soutenons les mesures annoncées et désormais confirmées par le nouveau gouvernement issu des élections du 25 janvier 2015, qui ont fait chuter la bourse et inquiètent Bruxelles, la BCE et les banques. Nous retenons ici celles qui sont en faveur du travail et de l'emploi, qui renforcent les solidarités et les droits des travailleurs du public comme du privé :

- Rétablissement du salaire mensuel minimum à 751 euros, pour tous/toutes,
- Prime de Noël en tant que 13^e mois, pour tous les retraités à moins de 700 euros,
- Réembauche des fonctionnaires licenciés par le précédent gouvernement,
- Réinstauration des conventions collectives du travail et rétablissement de la prolongation de validité de celles-ci, extension à tous les employeurs, extension des avantages salariaux acquis et retour de la négociation annuelle,
- Suppression de la réglementation autorisant les licenciements collectifs,
- Programme national, biennal, pour la création de 300.000 emplois dans tous les secteurs de l'économie, privé, public et social,
- Le renforcement et le soutien au ΣΔΟΕ (section fiscale pour la poursuite judiciaire des crimes économiques) et du Corps des Inspecteurs du Travail, de sorte que soit observée la loi au sein de l'économie privée et l'administration publique, mais aussi, que soit assaini le marché du travail, loin des pratiques d'exploitation sauvage des travailleurs et du travail illégal.

Cette victoire politique doit maintenant se concrétiser dans les faits pour provoquer un arrêt des politiques d'austérité partout en Europe ; une autre société est possible, moins violente, plus égalitaire, plus solidaire.

Nous adressons tout notre soutien au peuple grec en lutte pour retrouver les droits perdus et en acquérir de nouveaux, ainsi qu'aux partis et aux syndicats progressistes qui œuvrent en ce sens.

Pour SUD-Travail Affaires Sociales,

Le Secrétaire national,

Yves SINIGAGLIA